



A PETITE SOEUR

31/12/2025
Bilan Actif

Comptes approuvés
par l'AGO du 17 juin 2026
pour la période
LE TRESORIER
Y. GAZZON

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL				
	Terrains				
	Constructions	48 719	9 062	39 657	18 634
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	19 751	5 932	13 818	3 701
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				4 779
	TOTAL	68 470	14 994	53 475	27 115
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations	100		100	100
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	259		259	259
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL	359		359	359
Total (II)		68 829	14 994	53 835	27 474
Actif circulant	Stocks et en cours	1 888		1 888	1 293
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	20 406		20 406	26 619
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	165 541		165 541	248 146
	Charges constatées d'avance				
	TOTAL	185 947		185 947	274 765
	Instrument financiers à terme et jetons détenus				
Divers	Disponibilités	52 048		52 048	39 655
	TOTAL (III)	239 883		239 883	315 714
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		308 713	14 994	293 718	343 189
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	36 245	29 173
	Excédent ou déficit de l'exercice	27 128	7 071
	Situation nette (sous-total)	63 373	36 245
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	52 378	60 053
	Provisions réglementées		
Total (I)		115 751	96 299
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total (II)			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total (III)			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	41 096	48 867
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	2 900	3 349
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 899	50 682
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	26 715	22 198
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	104	15 412
	Produits constatés d'avance	80 251	106 380
Total (IV)		177 966	246 890
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		293 718	343 189
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



31/12/2025
Compte de résultat

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	1 744	209
	Ventes de biens et services	46 026	15 983
	Ventes de biens <i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service <i>dont parrainages</i>	221 415	132 113
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	211 891	217 577
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public	6 386	1 628
	<i>Dons manuels</i>	6 386	1 628
	<i>Mécénats</i>		
	<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
	Contributions financières	56 414	40 116
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Charges d'exploitation	Utilisations des fonds dédiés		6 000
	Autres produits	25	122
	Total des produits d'exploitation (I)	543 904	413 751
	Achats de marchandises	14 144	6 208
	Variation de stocks	-636	-943
	Autres achats et charges externes	138 366	149 846
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	6 079	5 205
	Salaires	267 256	213 184
	Cotisations sociales	77 319	59 655
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	11 009	3 669
	Dotations aux provisions		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	2 853	1 237
	Total des charges d'exploitation (II)	516 393	438 064
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		27 510	-24 312
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	1	605
	Autres intérêts et produits assimilés	508	
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	509	605
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	892	604
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)	892	604
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-382	0
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		27 128	-24 311


 Documents soumis au contrôle
 du Commissaire aux Comptes

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total		31 422
Charges exceptionnelles (VI)	Total		39
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			31 383
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)		544 414	445 779
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		517 286	438 708
EXCÉDENT OU DÉFICIT		27 128	7 071
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		11 196	27 960
TOTAL		11 196	27 960
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		11 196	27 960
TOTAL		11 196	27 960

1 Descriptions de l'entité

1. Objet social

La Petite Soeur est une association loi 1901 née en 2021 qui vise à réaffirmer la dimension collective de la société. Elle travaille à créer des ponts entre le milieu dit "ordinaire" et le milieu "spécialisé" au service d'une plus grande connaissance et reconnaissance des jeunes accompagnés ou sortant d'établissements médico-sociaux.

En fabriquant des projets mêlant insertion et culture, La Petite Soeur souhaite provoquer la rencontre entre des publics qui ne se connaissent pas. Pour cela, elle crée des espaces de cohabitation, où expérimenter et créer du lien entre des jeunes accompagnés au sein d'établissements médico-sociaux et des citoyens. Elle espère ainsi semer en chacun l'envie de faire commun, le souci de l'autre, un regard ouvert sur la différence.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Nos missions :

- Inscrire davantage les établissements médico-sociaux et les jeunes qui y sont accueillis sur leur territoire.
- Expérimenter de nouveaux cadres de rencontre pour les jeunes pris en charge dans les établissements médico-sociaux

3. Moyens mis en œuvre

Les lieux d'activités :

La Petite Soeur exerce une partie importante de ses activités à Barbey Village, nouveau lieu sur Bordeaux qui mêle tourisme, résidence culturelle, hébergement temporaire et rencontres en tous genres. Ce lieu créé par La Petite Soeur en partenariat avec l'association des Centres d'Animation de Bordeaux, vise à ce que la jeunesse trouve sa place malgré le contexte de crise et de précarité ambiante. L'insertion professionnelle, l'hébergement et la culture sont les leviers principaux de ce projet.

Depuis octobre 2024 La Petite Soeur a pris place derrière le bar du Théâtre National de Bordeaux, le développement de l'activité (amplitude horaire et ouverture d'une terrasse) amène l'association à la recherche d'un ou d'une Co-responsable pour cette activité.

L'équipe opérationnelle :

La Petite Soeur est un collectif engagé au service de la jeunesse qui est dans une logique apprenante. L'équipe de La Petite Soeur est composée d'une dizaine de personnes, représentant 7,5 équivalents temps plein (ETP) en 2024. Ensemble, elles oeuvrent chaque jour à la création de dispositifs d'insertion pour les jeunes de 16 à 25 ans. En lien étroit avec les adhérents bénévoles, elles contribuent également au développement de projets à forte dimension sociale.

4. Faits caractéristiques d'importance significative

2 Principes et méthodes comptables

2.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et des règlements ANC N°2022-06, relatif au Plan Comptable Général, et N°2023-03, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif (en tenant compte de tous les règlements les modifiant à ce jour dans leurs versions consolidées).

L'entité ne déroge pas aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice comptable s'est étendu sur 12 mois, du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Principales méthodes comptables retenues :

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en capitaux propres.
Notre entité ne provisionne pas ses engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires.
Application du règlement ANC 2022-06.

2.2 Changements comptables

Changements de méthodes

Le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers s'est appliqué pour la première fois au cours de l'exercice.

L'application de ce règlement n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes.

Aucun autre changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Informations relatives à l'actif

3.1.1 Mouvements des postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée le cas échéant dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale.
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes suivantes :

Outillages : 3 à 5 ans en linéaire ;

Agencements légers : 5 ans en linéaire ;

Matériels de transport : 3 ans en linéaire ;

Matériels informatiques : 3 ans en linéaire ;

Mobiliers : 5 ans en linéaire ;

1. Tableau des immobilisations – Cadre général

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	31 100	42 149	4 779	68 470
Immobilisations financières	359	-	-	359
TOTAL	31 459	42 149	4 779	68 829

2. Tableau des amortissements – Cadre général

	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	3 984	11 009	-	14 994
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	3 984	11 009	-	14 994

3. Tableau des dépréciations

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Créances	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

3.1.2 Précisions sur les postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations

1. Tableau des immobilisations – Nature des augmentations

Augmentations de l'exercice		Ventilation des augmentations				
		Virements		Entrées		
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-	-
	Frais de développement	-	-	-	-	-
	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-
	Droit au bail	-	-	-	-	-
	Fonds commercial	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
TOTAL I		-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Agencements et aménagements de terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-

	Constructions sur sol d'autrui	-	-	27 453	-	-
	Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	-	1 903	-	-
	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	5 081	-	-
	Matériel de bureau et matériel informatique	-	-	2 209	-	-
	Mobilier	-	-	5 501	-	-
	Cheptel	-	-	-	-	-
	Emballages récupérables	-	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
TOTAL II		-	-	42 149	-	-
Immobilisations financières	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-
TOTAL III		-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III)		-	-	42 149	-	-

2. Tableau des immobilisations – Nature des diminutions

Diminutions de l'exercice		Ventilation des diminutions				
		Virements		Sorties		
		De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-	-
	Frais de développement	-	-	-	-	-
	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-
	Droit au bail	-	-	-	-	-
	Fonds commercial	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
	TOTAL I	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Agencements et aménagements de terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-
	Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	-	-	-	-

	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Matériel de bureau et matériel informatique	-	-	-	-	-
	Mobilier	-	-	-	-	-
	Cheptel	-	-	-	-	-
	Emballages récupérables	-	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	1 729	-	-
	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	3 050	-	-
TOTAL II		-	-	4 779	-	-
Immobilisations	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-
TOTAL III		-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III)		-	-	4 779	-	-

3. Tableau des amortissements – Nature des dotations

Dotations de l'exercice		Ventilation des dotations			
		Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autres mode	Dotations exceptionnelles
<i>Immobilisations incorporelles</i>	Frais d'établissement	-	-	-	-
	Frais de développement	-	-	-	-
	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
	Droit au bail	-	-	-	-
	Fonds commercial	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
	TOTAL I	-	-	-	-
<i>Immobilisations corporelles</i>	Terrains	-	-	-	-
	Agencements et aménagements de terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Constructions sur sol d'autrui	-	6 430	-	-
	Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	428	-	-
	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	2 526	-	-
	Matériel de bureau et matériel informatique	-	870	-	-

	Mobilier	-	753	-	-
	Cheptel	-	-	-	-
	Emballages récupérables	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-
TOTAL II		-	11 009	-	-
Immobilisations financières	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-
	Autres immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL III		-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III)		-	11 009	-	-

3.1.3 Précisions sur les stocks et en-cours

1. Tableau des stocks et en-cours

Postes ^(a)	Au 31-12-2025	Au 31-12-2024
Matières premières et autres approvisionnements	308	350
En-cours de production	-	-
Produits finis	-	-
Marchandises	1 579	943
TOTAL	1 888	1 293

3.2 Informations relatives au passif

3.2.1 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Dettes ^(a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées	43 996	13 990	30 005	-
Fournisseurs et comptes rattachés	26 899	26 899	-	-
Autres dettes	26 819	26 819	-	-
Produits constatés d'avance	80 251	80 251	-	-
TOTAL	177 966	147 961	30 005	-

3.2.2 Variation des fonds propres

1. Variation des fonds propres

	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation	
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Écarts de réévaluation	-			-	
Réserves	-	-	-	-	
Report à nouveau	29 173	7 071	-	-	
Excédent ou déficit de l'exercice	7 071	-7 071	-	27 128	-
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	60 053			-	
Provisions réglementées	-			-	
TOTAL	96 299	-	-	27 128	-

	Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-
Écarts de réévaluation	-		-
Réserves	-		-
Report à nouveau	-		36 245
Excédent ou déficit de l'exercice	-	-	27 128
Dotations consommables	-	-	-
Subventions d'investissement	-7 675		52 378
Provisions réglementées	-		-
TOTAL	-7 675	-	115 751

3.2.3 Variation des fonds dédiés

Sans objet

3.3 Informations relatives au compte de résultat

3.3.1 Ventilation du chiffre d'affaires

1. Ventilation par marchés géographiques

	Au 31-12-2025	Au 31-12-2024
France	267 442	-
TOTAL	267 442	-
Observations	-	

3.3.2 Honoraires des commissaires aux comptes

1. Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

	CBP AUDIT	-
Honoraires afférents à la certification des comptes	3 600	-
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	-	-
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	-	-
TOTAL	3 600	-

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

2. Honoraires des commissaires aux comptes ne certifiant pas les comptes ou des organismes tiers indépendants pour la certification des informations en matière de durabilité

	-	-
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	-	-

3.3.3 Concours publics et subventions

Nature	Libellé	Montant	Catégorie d'autorité administrative
Subvention d'investissement	SUBVENTION ASP	1 000	ETAT
Subvention d'exploitation	SUBVENTION FEDER FSE+	20 000	REGION
Subvention d'exploitation	SUBVENTION AGEFIPH	9 714	-
Subvention d'exploitation	SUBVENTION CAF GIRONDE	30 000	DEPARTEMENT
Subvention d'exploitation	SUBVENTION BORDEAUX METROPOLE	10 000	METROPOLE
Subvention d'exploitation	SUBVENTIONS VILLE DE BORDEAUX	103 000	COMMUNES
Subvention d'investissement	FONDATION CREDIT AGRICOLE	10 000	-
Subvention d'investissement	FONDATION URBANIS	10 000	-
Concours publics	AIDES A L'EMPLOI	7 914	ETAT
Concours publics	UNIFORMATION	2 587	-
-	-	-	-
TOTAL		204 216	

4 Informations relatives à l'effectif

*Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes*

4.1 Informations relatives à l'effectif

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est de 10.

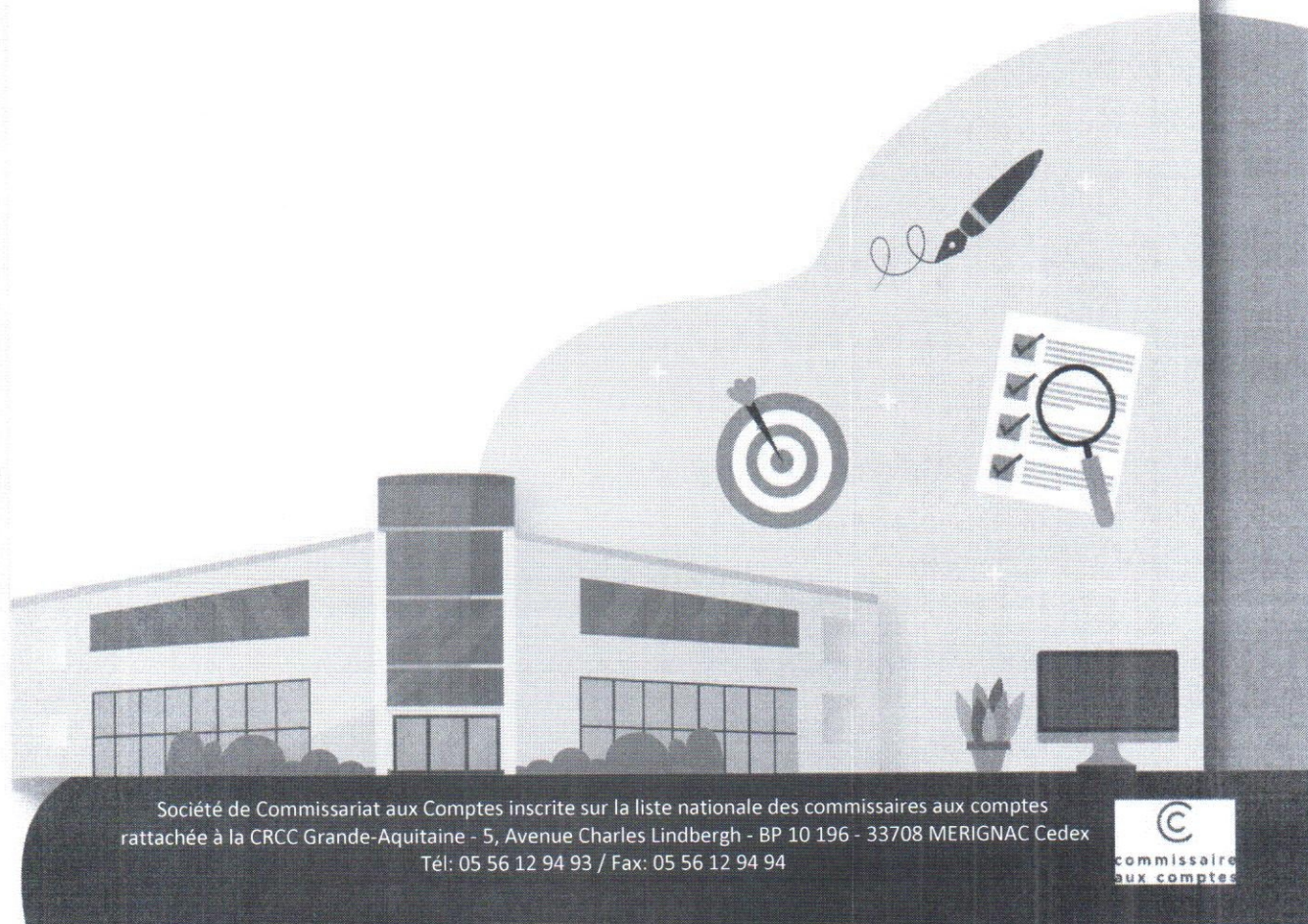


ASSOCIATION LA PETITE SOEUR

22 cours Barbey
33800 BORDEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025



Société de Commissariat aux Comptes inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes
rattachée à la CRCC Grande-Aquitaine - 5, Avenue Charles Lindbergh - BP 10 196 - 33708 MERIGNAC Cedex
Tél: 05 56 12 94 93 / Fax: 05 56 12 94 94



CBP AUDIT

Société de Commissariat aux comptes

Inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes

Rattachée à la CRCC Grande Aquitaine

ASSOCIATION LA PETITE SOEUR

Association déclarée – 899 613 673

22 cours Barbey, 33800 BORDEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION LA PETITE SOEUR,

Opinion

En exécution de la mission complémentaire qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale relative aux exercices antérieurs. Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION LA PETITE SOEUR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note changements de méthodes de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la modernisation des états financiers conformément au règlement ANC n° 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres de l'Association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac
Le 28 Mai 2026

CBP AUDIT
Florian MANIERE
Commissaire aux comptes

DocuSigned by:
Florian MANIERE
6B7C2CF7813F4DB...